

Compte rendu du Comité syndical

Séance du 29 novembre 2017

Le 29 novembre 2017, à 11 heures, le Comité syndical, dûment convoqué le 23 novembre 2017, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville de Paris, 5 rue de Lobau 75004, Paris sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice :	109
Nombre de délégués présents ou représentés :	62 dont 18 pouvoirs

Étaient présents :

Titulaires :

Mme France BERNICHI (Alfortville), Mme Perrine PRECETTI (Antony), M. Bruno TUDER (Bagneux), M. Alain LOPPINET (Bailly), M. Henri VINCENT (Bois-Colombes), M. Samuel BESNARD (Cachan), M. Yves FUCHS (Champigny-Sur-Marne), M. Pascal TURANO (Charenton), M. Bernard ACCART (Courbevoie), M. Bruno HELIN (Créteil), M. Jean-Luc MILLARD (Drancy), M. Xavier CARON (Enghien-les-Bains), M. Michel FAYE (Fontenay-aux-Roses), M. Yoann RISPAL (Fontenay-sous-Bois), M. Christophe BERNIER (Gennevilliers), Mme Geneviève GAILLABAUD (La Garenne-Colombes), M. Jacques GODARD (Le Bourget), M. Philippe BRILLAUT (Le Chesnay), M. Ibrahima TRAORÉ (Le Kremlin-Bicêtre), Mme Marie-France PARRAIN (Maisons-Alfort), M. Pascal BUTIN (Neuilly-Plaisance), M. Jean-Jacques PASTERNAK (Nogent-sur-Marne), M. Richard TESTA (Noisy-le-Grand), Mme Catherine BARATTI-ELBAZ (Paris), M. Christophe NAJDOVSKI (Paris), Mme Marie-Michelle PHOJO (Romainville), Mme Monique BOUTEILLE (Rueil-Malmaison), M. Patrick LEROY (Rungis), Mme Cécile RANGUIN (Saint-Denis), M. Patrice PATTÉE (Sceaux), M. Jean-Paul MORDEFROID (Verrières-le-Buisson), M. Jean-Marc BOURJAC (Vitry-sur-Seine).

Grand Paris Grand Est : M. Alain SCHUMACHER.

Grand Paris Seine Ouest : M. Jean-Marc SZMARAGD, M. Hervé LIEVRE, M. Antoine DUPIN, M. Bernard ROCHE.

Suppléant(e)s avec voix délibératives :

Mme Catherine DENIS (Bagnolet), M. Hervé LEUCI (Bobigny), M. Marc FEUGERE (Châtenay-Malabry), Mme Nadine HERRATI (Gentilly), M. Dominique LE BRUN (Saint-Cloud), Mme Tiffany CULANG (Saint-Mandé), M. Philippe CIPRIANO (Saint-Maur-des-Fossés).

Excusés ayant donné pouvoir :

M. Arnaud GIBERT (Bezons) à Alain SCHUMACHER, M. Jackie BOULAY (Châtillon) à Michel FAYE, M. Hervé HEMONET (Colombes) à Geneviève GAILLABAUD, Mme Isabelle DEBRÉ (Département des Hauts-de-Seine) à Jean-Marc SZMARAGD, M. Yves MENEL (Garches) à Bernard ACCART, M. Boutaëb KADDANI (Joinville-le-Pont) à Pascal TURANO, M. Gabriel GALIOTTO (Le Blanc-Mesnil) à Jean-Luc MILLARD, M. Patrick OLLIER (La Métropole du Grand Paris) à Catherine BARATTI-ELBAZ, M. Jean-Luc DECOBERT (Le Pré-Saint-Gervais) à Christophe BERNIER, Mme Sophie DESCHIENS (Levallois-Perret) à Geneviève GAILLABAUD, M. Philippe LEBEAU (Pantin) à Christophe NAJDOVSKI, M. Jean-Paul FAUCONNET (Rosny-sous-Bois) à Pascal BUTIN, M. Jean-Luc CURAT (Saclay) à Marc FEUGERE, M. Pascal THEVENOT (Vélizy-Villacoublay) à Perrine PRECETTI, M. Hervé FLEURY (Versailles) à Philippe BRILLAUT, M. Alain BORTOLAMEOLLI (Villeneuve La Garenne) à Hervé LEUCI, Mme Christine BRUNEAU (Grand Paris Seine Ouest) à Xavier CARON, Mme Aline de MARCILLAC (Grand Paris Seine Ouest) à Hervé LIEVRE.

Etaient excusés : M. Thierry-Michel ISOARD (Asnières-sur-Seine), Mme Marie-José RAMBEAU (Montrouge), M. Bernard CACACE (Le Raincy), M. Yann WEHRLING (Région Île-de-France).

Assistaient également à la séance : Mme Véronique HACHÉ, directrice du Syndicat, M. Malik SALEMKOUR, directeur juridique des finances et de la commande publique, Mme Fabienne PUIG, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mme Mélody TONOLLI, directrice de la communication et du Marketing, M. Olivier BONNEFOY, directeur des services techniques, M. Pierre RAPEAU chargé de l'administration général.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 12 octobre 2017
2. Compte rendu du bureau syndical du 26 octobre 2017
3. Délibérations :
 - Décision modificative n°3 du budget principal 2017
 - Débat d'Orientation Budgétaire 2018 sur la base du rapport d'orientation budgétaire
 - Approbation de la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib'
 - Modification de la représentation du Syndicat Autolib' Vélib' Métropole au groupement d'intérêt public MAXIMILIEN
 - Transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Vélib' de collectivités
 - Approbation des tarifs généraux d'utilisation du service public Velib'.
4. Points divers

La Présidente a ouvert la séance à 11 heures et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme Marie-Michelle PHOJO est désignée secrétaire de séance.

1 – Approbation du procès-verbal de la séance du 12 octobre 2017

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal de la séance du 12 octobre 2017.

En l'absence d'observations, le procès-verbal du Comité Syndical du 12 octobre 2017 est adopté à l'unanimité.

2 – Approbation du compte rendu du bureau du 26 octobre 2017

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le compte rendu de la séance du 26 octobre 2017.

En l'absence d'observations, le compte rendu de la séance du 26 octobre 2017 est adopté à l'unanimité.

3 – Délibérations

3.1 Décision modificative n°3 du budget principal 2017 (délibération 2017 111)

Le budget principal 2017 du Syndicat a été adopté lors de la séance du 12 avril 2017.

Dans le respect des principes budgétaires, en cours d'année, la Présidente peut procéder à des ajustements budgétaires.

Comme indiqué dans les délibérations n° 2017 51 en date du 28 juin 2017 et n° 2017 104 en date du 12 octobre 2017, les discussions avec les services de l'Etat sur les statuts de la Régie Velib' à seule autonomie financière ainsi que sur son fonctionnement ont eu pour conséquence de ne pas exécuter le budget annexe. A ce titre, il avait été acté que le budget principal prenne en charge les dépenses de personnel, d'agencement des locaux, de matériel informatique et de mobilier. Les augmentations de charges engendrées par cette approche devaient faire l'objet d'une refacturation du budget principal vers celui du budget annexe relatif à la Régie Velib'.

Le Syndicat ne pouvant exécuter ce dernier budget sans une détermination précise des recettes nécessaires sur l'exercice, le budget principal doit continuer temporairement de supporter les charges de la Régie Vélib' jusqu'à la fin de l'année, date à laquelle une régularisation définitive sera réalisée (écritures de fin d'exercice).

Dans l'interstice, il convient de procéder à nouveau à un ajustement du chapitre 012 relatif aux charges de personnel et frais assimilés, afin de permettre au budget principal de supporter l'ensemble des charges de personnel du Syndicat jusqu'à la fin de l'année (budget principal et budget annexe). Pour rappel, ce poste de dépenses présente un niveau plus élevé que celui voté au budget primitif en raison notamment des recrutements rapides d'agents qu'a dû effectuer le Syndicat dans l'optique d'une mise en œuvre du nouveau service Velib' au 1er janvier 2018.

Le chapitre 011 « Charges à caractère général » doit également continuer de supporter, jusqu'à la fin de l'année, les dépenses des deux budgets. Dans ce cadre, il est nécessaire de prévoir les crédits supplémentaires nécessaires à la prise en charge des frais d'honoraires de la Régie Vélib'.

Enfin, les subventions d'investissement doivent être diminuées afin de tenir compte des ajustements du prévisionnel des dépenses d'investissement réalisées par la SA Autolib'.

Une DM n°2 au Budget annexe Vélib' sera donc à prévoir au prochain Comité pour régulariser l'ensemble des opérations de refacturation avec le budget principal.

Par ailleurs, après échange avec la DRFiP et la Ville de Paris, une difficulté est apparue sur l'imputation comptable de l'avance prévue à recevoir de la ville de Paris pour couvrir les dépenses de fonctionnement du Syndicat pour l'année 2017 pour l'activité Velib', ajusté après la DM n°1 à un montant de 0,7 M€ (150 k€ étant déjà prévus en subvention de la Ville de Paris pour l'indemnité au candidat non retenu au marché Velib' attribué). L'obligation d'une imputation de cette avance en investissement rend inopérant le dispositif envisagé, étant donné que les dépenses prévues au budget annexe Velib' sont essentiellement en fonctionnement. La couverture de ces dépenses devra donc être assurée par une recette de fonctionnement à rattacher à l'exercice 2017.

Il était prévu que ce montant soit remboursé ultérieurement au prorata des stations Velib' lorsque le nombre de stations commandées hors Paris serait connu. Cette ventilation est désormais fixée. Ce sont 1 400 stations qui seront en service en 2018 jusqu'à l'échéance du contrat, avec 1010 sur Paris et 390 dans les communes hors Paris.

En conséquence, afin de couvrir les dépenses 2017 par des recettes équivalentes, il sera proposé au prochain Comité de fixer pour l'année 2017 une contribution de 500 € par station Velib' pour toutes les collectivités adhérentes au service Velib', générant une recette totale de 700 000 €, montant estimé à couvrir en fin d'année.

Au regard de ces différents éléments, il est déjà proposé de modifier le budget principal comme suit :

Pour le budget d'investissement,

- De diminuer les dépenses du chapitre 204 « Subvention d'équipement versées » ;
- De diminuer les recettes du chapitre 021 « Virement de la section de fonctionnement ».

Pour le budget de fonctionnement,

- D'augmenter les dépenses du chapitre 011 « Charges à caractère général » ;
- D'augmenter les dépenses du chapitre 012 « Charges de personnel et frais assimilés » ;
- De diminuer les dépenses du chapitre 023 « Virement à la section d'investissement ».

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, ADOPTE à la majorité, la décision modificative n°3 du budget principal 2017 comme suit :

Section d'investissement

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
021- Virement de la section de fonctionnement				150 000,00 €	
204- Subventions équipement versées	20421- Biens mobiliers, matériel et études	150 000,00 €			
TOTAL		150 000,00 €		150 000,00 €	

Section de fonctionnement

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES	
		DEDUIRE	AJOUTER
011- Charges à caractère général	6226- Honoraires		10 000,00 €
012- Charges de Personnel	64111- Rémunération principal		100 000,00 €
	64131- Rémunérations		40 000,00 €
023- Virement à la section d'investissement		150 000,00 €	
TOTAL		150 000,00 €	150 000,00 €

3.2 - Débat d'Orientation Budgétaire 2018 sur la base du rapport d'orientation budgétaire (délibération 2017 112)

L'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule qu'un rapport d'orientations budgétaires présenté par la Présidente doit faire l'objet d'un débat au Comité syndical, dans un délai de deux mois précédant la présentation et le vote du budget, et ce conformément aux conditions fixées par l'article 16 de notre règlement intérieur.

Ce rapport doit comporter conformément aux dispositions du décret n°2016-841 du 24 juin 2016, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette, l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel sur le plan des rémunérations et du temps de travail.

Le rapport, annexé, a donc pour objet de présenter les éléments nécessaires au Comité syndical pour débattre sur les orientations budgétaires de l'exercice 2018.

Il vous est donc proposé de prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2018 sur la base du rapport annexé à la présente délibération.

Le Comité syndical, après en avoir débattu, PREND ACTE de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2018 sur la base du rapport joint en annexe ; APPROUVE les orientations Budgétaire telles que présentées dans le rapport joint en annexe.

3.3 - Approbation de la convention de financement et de suivi entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole dans le cadre de la mise en œuvre du service public Velib' (délibération 2017 113)

Dans le cadre du développement de l'offre de transport à l'échelle de la métropole parisienne, de nombreuses collectivités et établissements publics se sont rassemblés au sein du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole pour permettre à leurs habitants et aux actifs d'accéder à des services de location de véhicules légers électriques et de vélos en libre-service (VLS).

Le service Velib' initié par Paris et étendu dans 30 communes dans un rayon de 1,5Km existe depuis 2007. Il a donné lieu à la passation d'un premier marché public qui s'achève au 31 décembre 2017.

Ce service public ayant rencontré un vif succès et ayant permis le développement de la pratique du vélo sur les territoires disposant de stations, il est apparu opportun d'étendre ce service à toute la Métropole.

En effet, la Métropole du Grand Paris définit et met en œuvre des programmes d'actions en vue de lutter contre la pollution de l'air et de favoriser la transition énergétique, notamment en favorisant le développement de l'action publique pour la mobilité durable.

Or la mise en place d'un service public de vélos en libre-service à l'échelle du territoire de la Métropole constitue un levier pour répondre aux enjeux d'attractivité métropolitaine, de lutte contre la pollution de l'air et de bruit ainsi qu'aux actions de mobilité durable.

Dans cette optique, la Métropole du Grand Paris a adhéré au Syndicat le 6 mars 2017 afin d'une part d'être associée à la mise en œuvre du nouveau marché conclu pour une durée de 15 ans à compter du 1^{er} janvier 2018 et d'autre part, de participer au financement du service pour les communes souhaitant maintenir ou adhérer au service Velib'.

A ce titre, la Métropole du Grand Paris soutient le service public Velib' à hauteur de 4 millions d'euros par an à compter de 2018 pour une durée d'exploitation du marché conclu avec la société Smovengo.

La présente délibération a pour objet d'approuver les conditions définies dans la convention de financement et de suivi.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE les conditions de financement et de suivi arrêtées dans le projet de convention entre la Métropole du Grand Paris et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole annexé à la présente délibération ; AUTORISE la Présidente du Syndicat à signer la convention ainsi que les modifications ultérieures dont elle ferait l'objet.

3.4 - Modification de la représentation du Syndicat Autolib' Vélib' Métropole au groupement d'intérêt public MAXIMILIEN (délibération 2017 114)

Le Syndicat a adhéré par la délibération n° 2017 35 en date du 31 mai 2017 au groupement d'intérêt public (GIP) MAXIMILIEN qui a vocation à regrouper tous les acheteurs publics de la région Ile-de-France.

Madame Marie-Pierre de la Gontrie avait été désignée alors comme représentante titulaire du Syndicat au groupement d'intérêt public.

Considérant, que le Conseil de Paris m'a désignée représentante titulaire au Syndicat en remplacement de Madame Marie-Pierre de la Gontrie, il convient de procéder à la désignation d'un-e nouveau-elle représentant-e titulaire du GIP.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DESIGNE La Présidente du Syndicat Mixte Autolib' Vélib' Métropole, Madame Catherine Baratti-Elbaz, représentante du Syndicat au groupement d'intérêt public Maximilien ; DIT que les autres dispositions de la délibération n°2017 35 relative à l'adhésion du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' métropole au groupement d'intérêt public MAXIMILIEN, demeurent inchangées.

3.5 - Transfert de compétence de location de vélos en libre-service et adhésion à l'option Vélib' concernant les villes de : (Bois-Colombes - délibération 2017 115 et Champigny-sur-Marne - délibération 2017 116)

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE le transfert de compétence de location de vélos en libre-service des Villes de Bois-Colombes et Champigny-sur-Marne au Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole ; APPROUVE l'adhésion des Villes de Bois-Colombes et Champigny-sur-Marne à l'option Vélib'.

3.6 - Approbation des tarifs généraux d'utilisation du service public Velib' (délibération 2017 117)

La présente délibération concerne les tarifs d'abonnement, de locations et tous les autres tarifs relatifs au service de vélos en libre-service Vélib' à l'échelle métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018. Après avoir été discutés et adoptés en réunion du bureau et faits l'objet d'un avis favorable le 9 novembre 2017 par le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation Velib', ces tarifs sont soumis et votés par l'ensemble des représentants élus au comité syndical Autolib' et Vélib' Métropole.

Le service actuel de vélos en libre-service Vélib', dont la phase opérationnelle a débuté il y a plus de 10 ans, le 15 juillet 2007 sur le territoire de la commune de Paris et dans 30 communes riveraines, dans une limite de 1,5 km au-delà de Paris depuis 2009, est disponible jusqu'au 31 décembre 2017. Le dispositif dispose d'environ 20 000 vélos pour plus de 1 200 vélos-stations. Aucune augmentation des tarifs n'a été mise en œuvre depuis l'ouverture du service en 2007, ni lors de son extension au-delà du périphérique. La totalité du financement du service est assumé par la Ville de Paris depuis 2007 et jusqu'au 31 décembre 2017.

Le service Vélib' est un véritable succès auprès des usagers qui le plébiscitent. En effet, 88% des usagers sont satisfaits du service dans sa globalité selon la dernière enquête auprès des usagers. En 2015, près de 40 millions de déplacements ont été effectués via le service Vélib', les abonné-es annuel-les sont à ce jour près de 300 000.

Considérant qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, le nouveau service public Vélib' s'étendra à l'échelle métropolitaine (68 communes de la zone urbaine du Grand Paris) ; qu'il sera de ce fait, accessible à un plus grand nombre d'usagers (habitants du territoire, touristes, professionnels...) qui bénéficieront d'une offre de service plus innovante (vélos électriques) et plus performante (meilleure résistance au vol et au vandalisme, overflow ...) ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DECIDE

Article 1 : A compter du 1^{er} janvier 2018, les tarifs des abonnements longue durée pour le nouveau service Velib' sont arrêtés comme suit :

- l'abonnement « V-Libre » à 0 €/mois, autorise l'utilisation d'un vélo mécanique pour 1 €/demi-heure et d'un vélo électrique pour 2 €/demi-heure ;
- l'abonnement « V-Plus » à 3,10 €/mois qui offre 1/2h gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire), et autorise l'utilisation du vélo électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2€ ;
- l'abonnement « V-Max » à 8,30 €/mois qui permet d'utiliser un vélo électrique avec la 1^{re} demi-heure gratuite, les suivantes étant facturées 1 €, ou l'utilisation du vélo mécanique pendant 1h, les demi-heures supplémentaires étant facturées 1 €.

Article 2 : Les tarifs des abonnements courte durée sont arrêtés comme suit :

- l'abonnement « V-Découverte » pour une personne, au tarif de 5 € qui offre durant 24 heures la possibilité de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire), et autorise l'utilisation du vélo électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2 €.
- l'abonnement « V-Séjour » pour une personne, au tarif de 15 € qui offre durant 7 jours la possibilité de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire), et autorise l'utilisation du vélo électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2 € ;
- l'abonnement « V-Découverte tribu », au tarif de 15 € permet d'emprunter jusqu'à 5 vélos simultanément durant 24 heures et de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire). Il autorise également l'utilisation de vélos électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2 € ;
- l'abonnement « V-Séjour tribu », au tarif de 15 € x le nombre de vélos souhaités (30 € pour deux vélos, 45 € pour trois vélos, etc.). Il permet d'emprunter jusqu'à 5 vélos simultanément durant 24 heures et de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique (puis 1 €/demi-heure supplémentaire). Il autorise également l'utilisation de vélos électrique pour 1€ pour la première demi-heure, les suivantes étant facturées à 2 €.

Article 3 : Les tarifs des abonnements V-Pro sont arrêtés comme suit :

Abonnement annuel dégressif par carte demandée :

- 75€ HT/an/carte pour 1 à 19 cartes ;
- 71,50 € HT/an/carte pour 20 à 49 cartes ;
- 70 € HT/an/carte au-delà de 49 cartes.

Pour l'ensemble de ces abonnements les frais de dossier s'élèvent à 150 € HT.

Article 4 : Les tarifs réduits sont arrêtés comme suit :

Tarifs « Vélib' Jeunes » pour les moins de 27 ans (hors boursiers et jeunes en insertion bénéficiant des tarifs « Vélib' Solidarité ») :

- l'abonnement « V-Plus » à 2,30 €/mois contre 3,10 €/mois en tarif plein ;
- l'abonnement « V-Max » à 7,10 €/mois contre 8,30 €/mois en tarif plein.

Tarifs « Vélib' Solidarité » :

- l'abonnement « V-Plus » à 1,55 €/mois contre 3,10 €/mois en tarif plein ;
- l'abonnement « V-Max » à 4,15 €/mois contre 8,30 €/mois en tarif plein.

Article 5 : La facturation des tarifs définis dans les précédents articles s'effectuera selon les modalités suivantes :

Consommations :

La facturation des usages s'effectue par tranche de 30mn. Toute tranche entamée est due. Les locations inférieures à 3mn ne sont pas facturées. La facturation a lieu à chaque fin de mois, au jour anniversaire de la souscription de l'abonnement mensuel pour les abonnés longue durée.

Abonnements longue durée

Chaque mois d'abonnement entamé est dû. La facturation s'effectue en début de mois. La première échéance est due au jour de souscription de l'abonnement longue durée. Toutefois, il est possible de régler les douze mensualités en une fois à la date de souscription.

Abonnements V- Pro

Les abonnements sont dus annuellement à la date de souscription puis à chaque date anniversaire de la souscription et les consommations sont facturées trimestriellement.

Toute autre résiliation en cours de contrat impose à l'abonné-e de payer le montant restant dû jusqu'à l'échéance de son abonnement, celui-ci est prélevé en une fois à la prochaine échéance.

*Article 6 : Les tarifs promotionnels sont mis en œuvre selon la procédure suivante :
Des tarifs promotionnels peuvent être accordés durant des périodes précisément définies dans le temps. Ainsi, le Syndicat en tant que pouvoir adjudicateur pourra décider d'une réduction pour l'ensemble des usagers de 10%, 25% ou 50% sur tout ou partie des tarifs d'abonnement mensuels et/ou sur les tarifs d'utilisation, y compris sur les durées de gratuité. Pour chaque campagne promotionnelle, un ordre de service sera transmis au titulaire du marché explicitant précisément les modalités de mise en œuvre et la durée d'application.*

*Article 7 : Les bonus temps se comptabilisent comme suit :
Les bonus-temps bénéficient aux seuls abonnés « V-Plus », « V-Max » et aux abonnés de l'actuel Vélib'.*
Un bonus-temps de 3 minutes est crédité sur le compte de l'abonné à chaque départ d'une station pleine ou à chaque arrivée dans une station vide, que le vélo concerné soit électrique ou mécanique.
Les abonné-es Vélib' actuels conservent les bonus-temps acquis à hauteur de 5 heures maximum. Le crédit de bonus-temps est valable tant que l'utilisateur conserve un abonnement « V-Plus » ou « V-Max ». Il est perdu si l'utilisateur décide de ne pas reconduire son abonnement.
Les bonus-temps peuvent être utilisés tant pour l'usage d'un vélo électrique que mécanique. Pour utiliser un bonus-temps, l'utilisateur doit avoir cumulé au minimum 30 minutes de bonus-temps sur son compte. Les bonus-temps sont débités par tranches de 30 minutes indivisibles. Ils n'ont pas de date d'expiration et sont donc reportés sur tout nouvel abonnement « V-Plus » ou « V-Max ».

*Article 8 : Les modalités de garanties et de pénalités sont arrêtées comme suit :
La caution s'établira à 300 € par carte d'abonnement (y compris pour les abonnements professionnels), la caution ne sera pas encaissée lors de la souscription de l'abonnement (contrairement à d'autres services privés de free-floating), et ne servira qu'en cas d'application de pénalités dont les montants sont précisés ci-après.*
En cas d'abonnement courte durée donnant droit à la location de plusieurs Vélib' simultanément (« V-Découverte tribu » et « V-Séjour tribu »), la caution, quelle que soit le nombre de vélos empruntés, sera de 600 €.
Les pénalités s'établissent à 100 € TTC pour vol de vélo avec violence et dépôt de plainte (sur présentation du dépôt de plainte, que le Vélib' volé soit électrique ou mécanique), à 200 € TTC en cas de disparition d'un Vélib' mécanique, 300 € TTC pour un Vélib' électrique ; et à 150 € TTC pour toute détérioration imputable à un utilisateur.

*Article 9 : Les autres pénalités sont arrêtées comme suit :
Enfin, en cas de perte ou de vol de la carte Vélib', l'édition d'une nouvelle carte sera facturée 5 € TTC.*

*Article 10 : Les abonnés au service Velib' avant le 31 décembre 2017 sont repris dans les conditions suivantes :
Les bénéficiaires d'un abonnement Velib' « Classique » souscrit avant 31 décembre 2017, avec les 30 premières minutes gratuites, pourront louer un Velib' dans les mêmes conditions que pour un nouvel abonnement « Velib' mécanique », les bénéficiaires d'un abonnement Velib' « Passion » et « Solidarité », souscrit avant le 31 décembre 2017, continueront en sus de disposer de 45 minutes pour chaque location.*
Les abonnés annuels au service Velib' souscrit avant le 31 décembre 2017 (« Classique », « Passion » et « Solidarité ») pourront avoir accès ponctuellement aux nouveaux Velib' électriques pour un montant d'1€ pour la 1re demi-heure d'utilisation, puis 2€ pour toute demi-heure suivante.

Article 11 : La Présidente est chargée de l'exécution de la présente délibération.

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente, après avoir indiqué aux membres que le prochain Comité syndical siégeant en substitution du conseil d'exploitation se tiendra le 18 décembre 2017, lève la séance à 13 heures.

La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement